



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé
des installations classées
pour la protection de
l'environnement

Annexe I : Demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installation(s) classée(s) pour la protection de l'environnement

N°15679*02

Articles L. 512-7 et suivants du code de l'environnement

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

1. Intitulé du projet

Extension d'une plate-forme logistique

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐

Monsieur ☐

Nom, prénom

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou
raison sociale DUFOUR ENTREPOTS

N° SIRET 52878477000026

Forme juridique Société à Responsabilité Limitée

Qualité du
signataire Gérant

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone Adresse électronique

N° voie 1 Type de voie Avenue Nom de voie ZI Port Jérôme II

Lieu-dit ou BP

Code postal 76170 Commune SAINT JEAN DE FOLLEVILLE

Si le demandeur réside à l'étranger Pays Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté ☐

Madame ☐

Monsieur ☒

Nom, prénom DUFOUR Alain

Société DUFOUR ENTREPOTS

Service Fonction Gérant

Adresse

N° voie 1 Type de voie Avenue Nom de voie ZI Port Jérôme II

Lieu-dit ou BP

Code postal 76170 Commune SAINT JEAN DE FOLLEVILLE

N° de téléphone

Adresse électronique

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

N° voie

1

Type de voie

Avenue

Nom de la voie

ZI Port Jérôme II

Lieu-dit ou BP

Code postal

76170

Commune

SAINT JEAN DE FOLLEVILLE

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction

Selon l'arrêté Construction d'une extension d'un entrepôt dans la Zi de Port Jérôme II, de la Communauté de Communes de Caux Vallée de Seine.

L'entrepôt existant est de 6000 m² et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement du 7 avril 2017 au nom de la Société PTS DUFOUR, concernant l'exploitation d'un bâtiment à usage d'entreposage, Zone Industrielle de Port Jérôme II, à Saint Jean de Folleville.

L'extension est de 6000 m² dont 3000 m² en température contrôlée à (15 à 25 °C) (Rubrique 1511),

Autres rubriques 1510, 1530, 1532, 2662, 2663, 2910,

Le client qui envisage d'exploiter la plate-forme pour le transit de :

- Produits manufacturés
- Cosmétiques (masque de beauté)
- Vins / bières (< 15° en degré alcoolique)
- Equipement de salon de jardin
- Mobilier de jardin
- Présentoirs super marchés
- Pharmaceutiques

Selon l'arrêté préfectoral d'enregistrement de l'entrepôt existant, ce dernier présente un volume d'entrepôt de 66 300 m³.

La hauteur à l'acrotère de l'extension sera de 12.30 m, soit un volume d'entrepôt supplémentaire de 73800 m³ dont 36900 m³ en rubrique 1511.

Le volume total d'entrepôt après extension sera donc de 140100 m³ dont 36900 m³ en rubrique 1511.

Les volumes mentionnés ci-après ne seront pas présents simultanément. Les valeurs indiquées sont les quantités maximales de chacun des produits susceptibles d'être stockées à un instant donné. Or, les quantités indiquées ne s'accumulent pas. En effet, pendant une période, un espace de stockage sera dédié au stockage d'un type de produit. Cependant, sur une autre période, il pourra contenir un type de produit différent. Les produits pourront être mélangés entre eux : 1510, 1530, 1532, 2662, 2663.

L'existant est sur un terrain d'une assiette d'environ 2.05 ha et l'extension sera sur un terrain d'une assiette d'environ 2.10 ha. (Catégorie de projet 39b de l'article R122-2)

4.2 Votre projet est-il un :

Nouveau site ☐

Site existant ☒

4.3 Activité

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
1510.2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t)	2 cellules existantes + 2 cellules de 3000 m ² Hauteur à l'acrotère : 12.30 m soit 73 800 m3 supplémentaires Volume total d'entrepôt site : 140 100 m3	E
1511.3	Entrepôts frigorifiques, (température positive = température de 0 °C à +18 °C)	Stockage dans une cellule dédiée de 3000 m ² Hmax stockage : 9.5 m (pt le +haut bâtiment), Hmax stockage= 7.6 m(sous écrans cantons), 5 niveaux de palettes-H=8m TOTAL : 6912m3	DC
1530.2	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de)	Stockage dans toutes les cellules maximum Hmax stockage : 9.5 m (pt le +haut bâtiment), Hmax stockage = 7.6 m(sous écrans cantons), 5 niveaux de palettes-H=8m soit 13824 m3 TOTAL : 31824 m3	E
1532.2	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets	Stockage dans toutes les cellules maximum Hmax stockage : 9.5 m (pt le +haut bâtiment), Hmax stockage = 7.6 m(sous écrans cantons), 5 niveaux de palettes-H=8m soit 13824 m3 TOTAL : 31824 m3	E
2662.2	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	Stockage dans toutes les cellules maximum Hmax stockage : 9.5 m (pt le +haut bâtiment), Hmax stockage = 7.6 m(sous écrans cantons), 5 niveaux de palettes, H=8m soit 13824 m3 TOTAL : 31824 m3	E
2663.1-b	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères - A l'état alvéolaire	Stockage dans toutes les cellules maximum Hmax stockage : 9.5 m (pt le +haut bâtiment), Hmax stockage = 7.6 m(sous écrans cantons), 5 niveaux de palettes-H=8m soit 13824 m3 TOTAL : 31824 m3	E
2663.2-b	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères - Autres cas	Stockage dans toutes les cellules maximum Hmax stockage : 9.5 m (pt le +haut bâtiment), Hmax stockage = 7.6 m(sous écrans cantons), 5 niveaux de palettes-H=8m soit 13824 m3 TOTAL : 31824 m3	E
2925	Accumulateurs (ateliers de charge) La puissance maximale de courant continu utilisable	Actuel = 40 kW, Après extension, Total = 80 kW	D
2910.A	Chaudière - Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971.	Actuel, < 1 MW Après extension, aucune chaudière supplémentaire TOTAL < 1 MW	Non classé
rubrique IOTA 2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1. supérieure ou égale à 20 ha (A) 2. supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha (D)	Les eaux pluviales du site seront rejetées en Seine via le réseau de fossés de la zone industrielle. Le projet concerne un terrain d'assiette d'environ 2,18 ha. Les installations existantes concernent un terrain d'assiette d'environ 2,06 ha soit au total 4,24 ha environ. Le projet n'intercepte pas à proprement parler de bassin versant car il existe des installations et aménagements en amont hydraulique de l'établissement.	D

5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Des guides de justificatifs sont mis à votre disposition à l'adresse suivante : http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/10361.

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui ☐ Non ☒

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.

Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/linformation-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Si oui, lequel ou laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non, voir PJ n° 18
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non, voir PJ n° 18
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La base C@rmen DREAL de Normandie indique une zone humide sur ce secteur. Toutefois il est précisé que cette cartographie n'a pas de caractère réglementaire. Par ailleurs, l'art 5.1 de l'arrêté autorisant la ZAC (19/10/1998), préconise le remblaiement sous voiries et bâtiment jusque 5 m NGF. Cf pj12.

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Saint Jean de Folleville fait partie du territoire couvert par le PPRT de la zone industrielle de Port Jérôme. Ce plan a été approuvé par arrêté préfectoral le 07/08/2014. En fait la commune n'est concernée par ce PPRT qu'en son extrême Est, et il n'intéresse pas le site étudié. Aucun PPRI n'existe sur la zone étudiée, cependant une étude de 1992 a défini les limites des inondations dues aux crues de la Seine et place toute la plaine alluviale jusqu'à la RD 98 située à un niveau inférieur à 4.88 NGF, inondable.
Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun site ou sols pollués dans la base de données BASOL dans la zone du projet à moins de 2 km environ.
Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-71 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est dans la ZRE de la nappe de l'Albien : zone 03001, mais presque en sa bordure occidentale.
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Si oui, lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site NATURA 2000 le plus proche ne se situe pas à moins de 1.5 km du projet. Le site est toutefois dans une Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC ¹	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet sera raccordé au réseau d'eau potable de la zone industrielle, pour des usages domestiques (sanitaire, nettoyage) Aucune utilisation industrielle d'eau
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

¹

Non concerné

	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet sera raccordé au réseau d'eau potable de la zone industrielle, pour des usages domestiques (sanitaire, nettoyage) Aucune utilisation industrielle d'eau
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les recensements faunistiques et floristiques effectués avant l'aménagement de cette partie de la zone d'activité n'ont pas permis de mettre en évidence des espèces particulièrement intéressantes. Le site est aujourd'hui remblayé et correspondait à l'origine à une prairie de fauche intensive qui ne présentait pas d'intérêt écologique particulier. L'étude menée par Biotope en 2012 montre que le site est situé en zone à enjeux modérés en termes de continuités écologiques. La carte TVB du SRCE approuvé le 18/11/2018 confirme ce constat.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pas de Natura 2000 à proximité du projet Plateforme logistique : eaux pluviales traitées par séparateur d'hydrocarbures et envoyées dans le fossé périphérique du site et dont la gestion est à la ZI Port Jérôme II Actionnement automatique (asservissement à la détection incendie) ou manuel d'une vanne juste avant la sortie des eaux pluviales de voiries (EPv), pour diriger les eaux collectées vers un bassin étanche dédié de 640 m3. Aucun impact en mode chronique ou en mode accidentel
	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site est remblayé conformément à l'article 5.1 de l'arrêté d'autorisation de la ZAC de 1998. La zone humide délimitée au droit du projet et figurant sur le site Carmen, DREAL Normandie, n'est pas classée prioritaire. Cf Nota, pj 12. En application de la Disposition 46 du SDAGE 2010-2015 (Limiter l'impact des travaux et aménagements sur les milieux aquatiques continentaux et les zones humides), toujours en vigueur suite à l'annulation du SDAGE 2016-2021 par décision de justice en début d'année 2019, un protocole d'accords entre la communauté Caux Vallée de Seine et l'Etat est en cours d'élaboration. Celui-ci vise entre autre, à définir les règles de gestion des mesures compensatoires liées à la destruction éventuelle de zones humides sur le territoire de la zone d'activité de Port-Jérôme. La pj 13 illustre l'emplacement d'autres zones à sensibilité particulière.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site est implanté dans une zone industrielle en cours d'aménagement, mais le terrain qui accueillera le projet correspondait avant la ZAC à une terre agricole exploitée.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le zonage du PPRT de la ZI de Port Jérôme ne concerne pas cette partie de la commune de Saint-Jean-de-Folleville.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Absence de PPRN, mais une étude de 1992 mentionne que le site est inondable. Ce risque est aujourd'hui limité par les aménagements hydrauliques de la plaine alluviale pour la création de la ZI Port Jérôme II

	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet engendrera du trafic automobiles, et poids lourds. Toutefois, une part du trafic poids lourds pourra être reportée sur le trafic maritime et fluvial.
	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les sources de bruit seront liés aux chariots élévateurs, automobiles et poids lourds... Une mesure de bruit sera effectuée lors de l'activité du futur entrepôt afin de vérifier qu'il ne génère pas de bruit dépassant les seuils autorisés. Le projet sera exposé à des sources de bruit comparables du voisinage ou liées à l'activité du port.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'éclairage extérieur, sur les façades, sera assuré pour les quais et la lutte contre la malveillance. Il n'y aura pas de source d'émission lumineuse particulière (en raison de son intensité et de la longueur d'onde)
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les principaux rejets dans l'air seront ceux de combustion de chaudière et de moteurs de véhicules transitant sur le site. L'extension utilisera la chaudière déjà implantée pour le bâtiment existant et la future cellule à T°C contrôlée sera équipée de RoofTop électriques
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre t-il des d'effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les eaux pluviales récoltées seront rejetés vers le réseau de la ZI. Les eaux domestiques (eaux usées et eaux vannes) seront traitées par microstations d'épuration, puis infiltrées dans le sol à l'aide de drains. Il n'y aura pas de rejet d'effluent industriel.
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les eaux pluviales récoltées seront rejetés vers le réseau de la ZI. Les eaux domestiques (eaux usées et eaux vannes) seront traitées par microstations d'épuration, puis infiltrées dans le sol à l'aide de drains. Il n'y aura pas de rejet d'effluent industriel.

Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est implanté dans la ZAC de Port Jérôme II, qui est prévue pour accueillir le type d'activité et le type de bâtiment envisagé.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est situé dans la ZAC de Port Jérôme II de la Communauté de Communes Caux Vallée de Seine, qui est cours d'aménagement et qui est en phase d'implantation de nouvelles entreprises sur ses parcelles. Le terrain qui accueillera le projet respectera par ailleurs le PLU de Saint Jean de Folleville.

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres activités existantes ou autorisées ?

Oui ☒ Non ☐

Si oui, décrivez lesquelles :

Cumul des impacts avec l'ensemble des entreprises implantées dans la ZI de Port Jérôme II.

Néanmoins, cette ZI est dimensionnée pour recevoir ce type d'activités : parcelle déjà en partie viabilisée, réseaux EP existants de la ZI, trafic absorbé par les infrastructures existantes (autoroutes et port de marchandise à proximité),

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Cumul des impacts avec l'ensemble des entreprises implantées dans la ZI de Port Jérôme II.

Néanmoins, cette ZI est dimensionnée pour recevoir ce type d'activités : parcelle déjà en partie viabilisée, réseaux EP existants de la ZI, trafic absorbé par les infrastructures existantes (autoroutes et port de marchandise à proximité),

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement].

Conformément à l'arrêté préfectoral du 17 avril 2017 de demande d'enregistrement pour l'entrepôt aujourd'hui existant, "après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en l'état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage de type industriel"

9. Commentaires libres

10. Engagement du demandeur

A Saint Jean de Folleville

Le 13/12/2018

Signature du demandeur



DUFOUR ENTREPOTS
Avenue 1 - Z.I. Port Jerome I
76170 Saint Jean de Folleville
Tél : 02 85 29 31 55 / Fax : 02 85 29 31 57
FR26 - SIRET : 52878477000026

Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces	
P.J. n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°2. - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°3. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] Requête pour une échelle plus réduite <input type="checkbox"/> : En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°4. - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°5. - Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°6. - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.	<input checked="" type="checkbox"/>

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces	
Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :	
P.J. n°7. – Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement].	<input checked="" type="checkbox"/>
Si votre projet se situe sur un site nouveau :	
P.J. n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°9. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input checked="" type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :	
P.J. n°10. – La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input checked="" type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :	
P.J. n°11. – La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :	
P.J. n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>

- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3	<input checked="" type="checkbox"/>
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :	
P.J. n°13. - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.1. - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.3. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.4. S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] :	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.1 La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.2 La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.3 L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions des articles L. 229-5 et 229-6 :	
P.J. n°14. - La description : - Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ; - Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ; - Des mesures prises pour quantifier les émissions de gaz à effet de serre grâce à un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement pris en application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même règlement sans avoir à modifier son enregistrement. [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°15. Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>

Si votre projet concerne une installation d’une puissance supérieure ou égale à 20 MW :

P.J. n°16. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. [11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

☐

P.J. n°17. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. [12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

☐

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces	
Extrait PLU	
Rapports Flumilog	
Analyse du Risque Foudre	